

morale sans religion ? Eh bien ! oui. Ecoutez : " Les économistes ne croient pas devoir conseiller aucune pratique superstitieuse, favoriser l'exploitation d'aucun miracle, ni expliquer aucun mystère ". En un mot, ils ne seraient pas " dans leur rôle " en " étudiant le divin ". Traduisez ce langage qui est familier aux habitués du *Siècle* par les mots vrais et les idées sans masque. C'est la négation par la secte de toute religion positive, le refus de toute croyance définie, l'abstraction volontairement faite de la Providence ; c'est l'anti-christianisme à son plus haut degré.

Ce dont M. Bénard ne veut pas, il le dit : c'est le " divin ". Point de " divin " dans une science où, si j'ose le dire, le " divin " est de droit ? Car, sans le " divin ", sans les lois immortelles de la puissance créatrice, sans les préceptes révélés de l'Évangile, cette science non-seulement est condamné à la stérilité, mais elle devient nécessairement incomplète et inévitablement funeste. Point de divin, c'est dire point de christianisme, point d'Évangile. Et que serait une société sans christianisme et sans Évangile ?

M. Renan ne donne donc que trop raison au P. Félix sur ce point décisif du " divin " et de la " morale " dans l'économie politique.

De même pour l'excitation des appétits et l'exagération du luxe. Le *Siècle* voudrait bien éviter ce grief dont chaque jour notre malheureuse société souffre plus cruellement. Le P. Félix attaque dans l'économie anti-chrétienne le parti pris de créer à l'homme de nouveaux besoins plus factices les uns que les autres, plus impérieux et plus difficiles à satisfaire. " L'économie politique, répond M. Bénard, ne s'occupe pas de borner les besoins de l'homme. " Elle va

donc à la production indéfinie et à la consommation indéfinie, comme le dit le P. Félix, et rien n'est plus périlleux.

De là vient le paupérisme, et selon l'expression hardie mais vraie de l'orateur, le " misérabilisme ". Hélas ! nous ne sommes que trop entourés des victimes de cet amour effrené du gain, de ce besoin de s'enrichir, de cette passion de posséder et de jouir. Devant ces victimes, que fait l'économie anti-chrétienne ? Elle prétend arriver à l' " extinction du paupérisme ", et, en attendant, comme en Angleterre, elle lève la taxe des pauvres et multiplie les *workhouses*, ces bagnes de la misère.

N'y a-t-il pas, même pour la science, autre chose à faire ? Laissons, si l'on veut, l'œuvre divine de la charité qui puise ses trésors et son dévouement au pied de la croix. Mais la société n'est elle pas tenue de favoriser la libre expansion de cette charité ? N'est-elle pas tenue de multiplier les facilités, les faveurs, les secours à tout ce qui soulage les souffrances dont elle n'est pas responsable, mais dont elle est trop souvent l'occasion ? La société ne doit-elle pas être chrétienne et, parmi ses " devoirs " non pas " absolus ", mais " relatifs ", comme dit Blackstone, n'a-t-elle pas le devoir d'être bienfaisante, prévoyante et aumônière ? C'est de l'économie, de l'économie politique, de l'économie sociale au premier chef. Le *Siècle* le méconnaît, et cette méconnaissance est l'un des vices capitaux que le P. Félix lui reproche à bon droit.

Et la famille ? Voyons : que M. Benard demande non pas à des réactionnaires comme nous, mais à un homme du progrès comme lui, à un économiste qui n'est malheureusement pas aussi chrétien que nous le voudrions, mais qui est assuré-